



LE BUREAU
DES QUESTIONS
EXISTENTIELLES

POURQUOI y a-t-il
une station fantôme
dans le métro toulousain ?

AU CAS OÙ. Les usagers les plus attentifs du métro toulousain auront peut-être remarqué cette station, constamment fermée, sur la ligne B. Une station fantôme, dont la bouche se trouve devant le rectorat de l'Académie de Toulouse. Son accès est strictement interdit...

En direction de Ramonville, 47 secondes exactement après avoir passé la station Empalot, un voyageur aperçoit subrepticement une station devant laquelle le métro ne s'arrête jamais. Usager quotidien de la ligne B, l'homme s'exclame : « Je ne l'avais jamais remarquée ! » Le quai est carrelé, mais l'on n'y voit pas d'escalator ni d'affichage. L'espace est faiblement éclairé et entièrement grillagé. « Cela fait froid dans le dos ! On dirait un décor de film ! », rajoute le passager, alors que la rame a déjà atteint Saint-Agne. La seule station fantôme du métro toulousain est baptisée Niel, comme la caserne militaire qui jadis était à sa verticale et comme la ZAC qui l'a remplacée, du nom d'un maréchal de France né à Muret au XIX^e siècle. C'est ce que l'on appelle une réservation technique : un espace souterrain, dont seul le gros œuvre a été réalisé. « Chaque emplacement de station donne lieu à d'interminables débats. Le tracé de la ligne B, à la fin des années 1990, n'a pas dérogé à la règle », raconte Jean-Michel Lattes, président du SMTC Tisséo. « Pour Niel, c'était du 50-50. Il a donc été décidé d'enfouir un caisson qui permettrait d'aménager ultérieurement une nouvelle station. » À l'époque, on anticipait en effet un fort développement urbain de la zone et l'on envisageait la possibilité de déplacer la gare Saint-Agne sur le site de l'ancienne caserne, afin de créer une plateforme multimodale métro-bus-TER. « Mais il n'y a pas eu d'apport de population suffisant et le projet de seconde gare a été abandonné. Plus personne ne



parle d'une station Niel aujourd'hui parce que le besoin n'existe pas », tranche Jean-Michel Lattes. Ainsi, la station fantôme ne sert qu'à la ventilation du tunnel, à l'accès des pompiers et à l'éventuelle évacuation des usagers en cas de panne. C'est le nouveau site du rectorat de l'Académie de Toulouse que l'on trouve quelque 20 mètres au-dessus. Impasse Charbonnière, presque devant l'entrée de l'édifice flambant neuf, un petit bâtiment en béton, au toit de tôle, biscornu et tagué, semble être le seul témoignage en surface de l'existence de la station abandonnée. Son entrée est fermée à double tour et il n'est pas question de la visiter. Ce que regrette le président de Tisséo : « J'aurais bien aimé, pour rigoler ! C'est un lieu insolite ! Même si j'aurais été certainement déçu... Ce n'est pas non plus une catacombe ! »

Philippe Salvador

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Politique p.11
LÉGISLATIVES PARTIELLES :
UNE ÉLECTION
À TROIS TÊTES ?

Et maintenant... p.14
LA TROISIÈME LIGNE
DE MÉTRO
FAIT ENCORE DÉBAT



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 15 > 21 FÉVRIER 2018 • N° 776

R 29141 - 0776 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE VIEILLE DAME...

... que l'on a oubliée



« J'ai mal aux fesses ! » lance Maria, 91 ans, à sa petite-fille. « Tu es tombée ? » lui demande celle-ci. « Non, mais je suis restée sur cette chaise toute la journée. Personne n'est venu me chercher pour marcher ou me faire bouger et maintenant... j'ai mal aux fesses », rétorque la vieille dame qui a des difficultés à se déplacer seule. Immédiatement, la jeune fille interpelle une aide-soignante de l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées (Ehpa, établissement non médicalisé) où vit sa grand-mère : « Excusez-moi mais elle vient de passer huit heures sans bouger, ce n'est pas normal ! Quelqu'un est-il venu voir si tout allait bien ? Quelqu'un est-il venu la changer ? Quelqu'un l'a-t-il au moins aidé à manger ? » Elle s'emporte, ne comprenant pas que sa grand-mère ne reçoive pas l'attention et les soins dont elle devrait bénéficier en maison de retraite. L'entraînant dans une pièce dont elle ferme la porte, l'aide-soignante invite la petite-fille de Maria à se calmer : « Madame, je sais ce que vous ressentez mais croyez bien que je fais tout mon possible. Je suis seule, toute l'après-midi, pour m'occuper de 50 personnes. Je pallie au plus pressé et votre grand-mère n'a pas eu besoin de soins particuliers. »

La jeune fille tombe des nues : « Vous êtes seule ? Mais comment faites-vous si plusieurs résidents ont un grave problème en même temps ? » Et la réponse la choque tout autant : « On fait comme on peut et surtout, on prie pour que ça n'arrive pas ! »

À la fois ulcérée par le manque d'attention que subit sa grand-mère et compatissante avec la situation du personnel soignant, elle explique à Maria de retour dans sa chambre : « Tu sais mamie, ce n'est pas forcément de la faute de l'aide-soignante si elle ne passe pas te voir régulièrement. Fais un effort pour faire le maximum par toi-même et appelle quelqu'un si tu en as vraiment besoin ! » Mais en prononçant ces paroles, un sentiment de culpabilité l'envahit.

Elle et sa famille avaient placé Maria en maison de retraite pour s'assurer de sa sécurité et de sa prise en charge. Finalement, une impression d'abandon prédomine aujourd'hui.



Séverine Sarrat

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire :
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Nicolas Mathé, Séverine Sarrat, Martin
Gausseran, Fleur Olagnier, Axelle Szczygiel,
Océane Redon, Marie Larpent, Paul Périé,
Vanessa Vertus, Thomas Gourdin, Philippe
Salvador et Maylis Jean-Préau.
CHEF DE PROJET WEB :
Olivia Marian
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Hélène Ressayres
MAQUETTE :
Venise Abed
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Sylvie Cotillec
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego

**ÇA SURPREND TOUJOURS
DE POUVOIR ESTIMER
LA VALEUR DE SA VOITURE
AUSSI FACILEMENT.**

ESTIMEZ VOTRE VÉHICULE SUR
RENAULT.FR

- Rapide et gratuit
- 100 % en ligne
- Toutes marques

ET PROFITEZ DE NOS OFFRES EXCEPTIONNELLES :
jusqu'à 5 500 € en plus de la valeur de votre véhicule pour l'achat d'un véhicule de la gamme Renault.*

* Exemple pour toute commande d'un Renault Espace neuf, 5 500 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule roulant. Nous calculons cette valeur sur la base de l'observation en temps réel du marché et des transactions les plus récentes. RDV en ligne sur notre site cote.renault.fr pour effectuer votre estimation de reprise personnalisée. L'estimation ainsi délivrée est ensuite finalisée en concession par un professionnel de l'automobile, en votre présence. Voir conditions générales disponibles sur notre site cote.renault.fr. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, pour l'achat d'un Renault Espace neuf du 01/02/2018 au 28/02/2018.



RENAULT
La vie, avec passion

SAGESSE. Le ras-le-bol des personnels des maisons de retraite a fini par exploser. L'occasion de mesurer l'ampleur de leur frustration, empêchés de traiter au mieux leurs pensionnaires par manque de moyens. Et de s'interroger sur les différentes façons de gérer la perte d'autonomie des personnes âgées. Entre les Ehpad et le maintien à domicile, le JT a exploré cette semaine les solutions alternatives pour offrir à nos aînés une attention digne de ce nom.



DES ALTER *aux maisons*

Le mouvement de grève lancé par les personnels des maisons de retraite à la fin du mois de janvier a beau avoir été soudain, personne n'a véritablement été surpris dans le milieu. Cela fait en effet plus de dix ans que le sujet des moyens alloués à la prise en charge de la dépendance est sur la table, depuis le plan Solidarité Grand Âge, qui préconisait alors un ratio d'encadrement d'un pour un dans les Ehpad. Aujourd'hui, ce ratio est toujours inférieur à six professionnels pour dix pensionnaires. « On est encore loin du compte. Le diagnostic a été posé il y a longtemps mais rien n'a été fait. Certes, les dépenses de l'État pour le secteur ont augmenté. Mais pas à la mesure de la situation. Les Ehpad sont au

carrefour des difficultés, ceux qui y arrivent ont beaucoup plus de pathologies qu'auparavant », explique Didier Carles, président de l'Adespa, antenne régionale de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA).

« On met en avant l'autonomie dans les maisons de retraite sans en donner les moyens »

Le constat est en effet inquiétant. Dans les maisons de retraite, le taux d'accidents du travail, supérieur à celui du bâtiment, témoigne des conditions extrêmes des personnels soignants. Le terme de maltraitance institutionnelle envers les personnes âgées a même été largement évoqué. « Il y a eu des

débats sur la mauvaise image que nous donnons des maisons de retraite. Chaque acte pris séparément n'est pas maltraitant, c'est la somme de tout qui le devient. Nous devons tout faire trop vite. Mais mon rôle en tant que directeur d'établissement est de valoriser ce qui est bien fait au quotidien et nous avons fait des progrès formidables », poursuit Didier Carles.

Pour Valentine Trépied, sociologue spécialiste du vieillissement en maison de retraite médicalisée, c'est tout un système qui est arrivé à bout : « On demande aux Ehpad d'être à la fois des lieux de vie – on y passe deux ans et demi en moyenne – et de médicalisation. Or c'est clairement ce second aspect qui prend le pas, avec un rythme de travail digne des cadences d'usine. »



En Haute-Garonne



181 établissements pour personnes âgées dans le département

1 891€

en moyenne par mois pour avoir une place dans l'un d'entre eux



En France



10% des plus de 75 ans vivent en maison de retraite

95% de taux d'occupation dans les maisons de retraite



Jt

NATIVES de retraite

Alors que les pays du Nord de l'Europe ont fait le choix de créer des structures publiques, au Sud, les États investissent très peu dans le secteur et délèguent la prise en charge des personnes âgées aux familles. « La France a une position ambivalente. On met en avant l'autonomie dans les maisons de retraite sans en donner les moyens », souligne Valentine Trépied. Si depuis les années 1960, les politiques de vieillesse en France ont surtout misé sur le maintien à domicile, Didier Carles confirme que cette volonté n'est pas réellement assumée : « Maintenir les personnes âgées chez elles, pourquoi pas ? Cela coûte certaine-

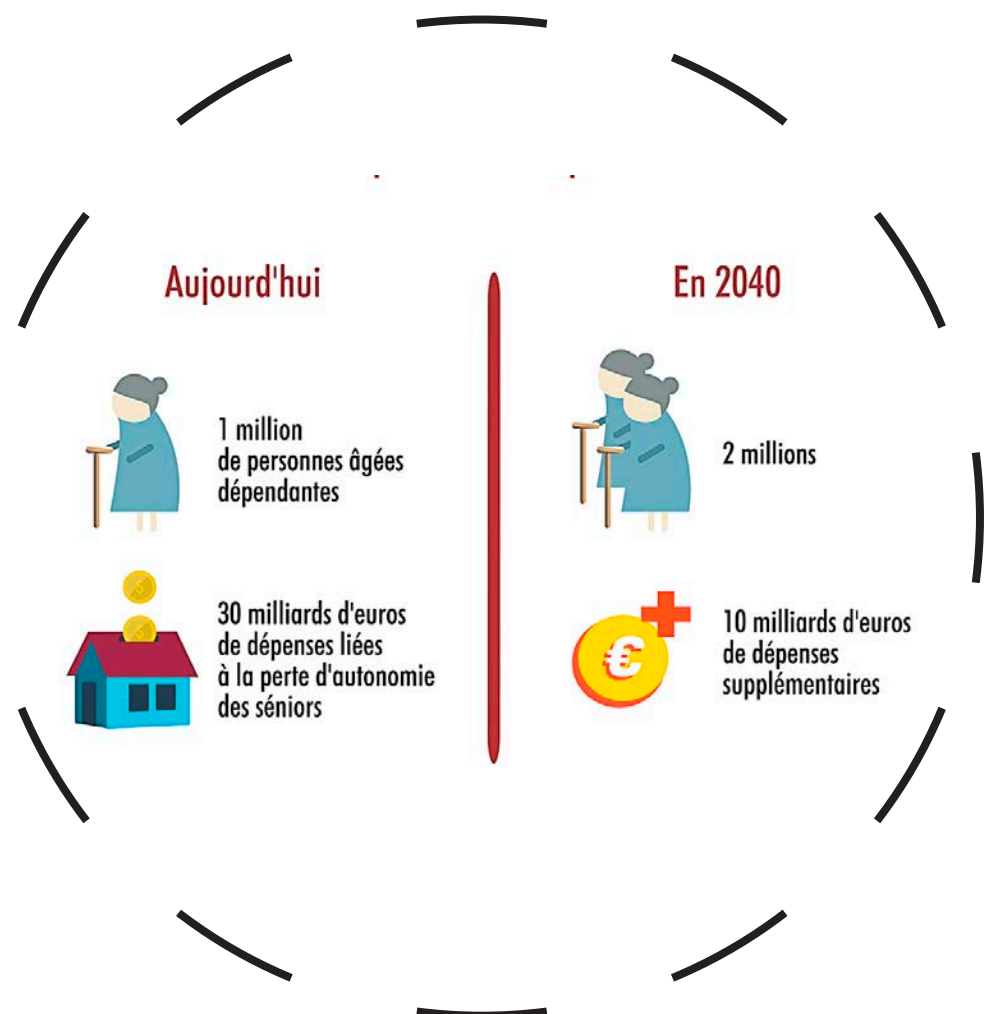
ment moins cher. Mais encore faut-il reconnaître le travail des aidants familiaux en leur donnant un statut. »

Pendant ce temps, les Ehpad continuent de chercher des solutions pour assurer au mieux leur mission et espèrent surtout que les attentes du public envers eux soient mises en adéquation avec les moyens dont ils disposent. Dans une société qui a tendance à discri-

miner la vieillesse, Valentine Trépied estime, elle, qu'il faudrait « repenser en profondeur la manière dont on se représente les personnes âgées ».

« Nous devons tout faire trop vite »

Nicolas Mathé ✍



Source : sanitairesocial.com, "Le Figaro" et Retraite Plus

FAMILLE *recomposée*

DÉVOUEMENT.

À Saint-Gaudens, un couple a décidé de partager son quotidien avec trois personnes âgées, en tant que famille d'accueil. Un système encore peu répandu, nécessitant un véritable engagement. Reportage dans ce foyer chaleureux où il fait bon vieillir.

It



Tout près de la sortie de l'autoroute, sur la grande avenue qui mène au centre-ville de Saint-Gaudens, la magnifique bâtisse, avec son perron encore enneigé, donne le ton.

En 2015, François et Martine Silagui ont acheté cette charmante demeure pour devenir famille d'accueil. Si le concept est bien connu du grand public en ce qui concerne les enfants, ici, les pensionnaires font partie du troisième âge. « Nous sommes les premiers en Comminges et les 31^e en Haute-Garonne à avoir été agréés par le Conseil départemental. Ce système est plus répandu dans le Nord mais il est vrai que c'est encore assez rare », souligne François.

Pourtant, l'idée a germé tout naturellement dans l'esprit du couple. « J'ai géré pendant dix ans une pension de famille avant d'être auxiliaire de vie. Puis j'ai rejoint mon mari qui tenait un commerce d'électroménager. Mais au bout d'un moment, on en a eu marre », raconte Martine. Elle décide alors de revenir aux sources : « Je me suis toujours occupée bénévolement des personnes âgées abandonnées, c'est dans ma nature. »

Pour concrétiser son projet, le couple a dû se soumettre à une enquête approfondie et aménager la maison en fonction de normes d'accueil strictes. Une fois l'agrément obtenu, François et Martine n'ont pas dû chercher bien loin pour trouver leurs premiers pensionnaires. « Avec mon épouse, nous nous fournissons dans leur boutique », se souvient Claude, 87 ans. « Quand ils m'ont parlé de leur projet, cela m'a intéressé. Ma femme était atteinte de la maladie de Parkin-

son. C'était une bonne solution pour nous. » Après le décès de l'épouse de Claude, c'est Janine, une autre cliente du magasin, qui a emménagé : « Suite à une chute, mon fils m'a dit que je ne pouvais plus vivre seule. J'avais une amie en maison de retraite à qui je rendais visite. L'été, ils étaient tous assis en rang sur des chaises sans bouger ni parler. Ici, la vie est différente », confie-t-elle.

« Ici, les personnes âgées sont valorisées »

Une visite des lieux suffit à comprendre le soin porté aux résidents. Dans les chambres à l'étage, ou dans la grande pièce à vivre avec son aquarium et son juke-box, si le mobilier n'est pas tout à fait au goût du jour, ce n'est pas un hasard : « On essaye de personnaliser leur environnement, le but est qu'ils ne se sentent pas frustrés », assure François. Et visiblement, ça fonctionne, tant la bonne humeur règne dans le foyer. Entre le petit-déjeuner à 8h et le coucher à 21h, les jour-

nées sont bien remplies : courses et préparations collectives des repas, après-midi jeux de société, sorties au cinéma ou au bal. Martine emmène aussi ses pensionnaires chez le coiffeur, chez le dentiste ou chez le médecin. Pour la Saint-Valentin, le couple avait même prévu une sortie au restaurant pour « Janine et ses deux mecs ». Et l'été, c'est activité cueillette des arbres fruitiers du jardin et des fraisiers, installés spécialement en hauteur. « Quand Louis veut bien attendre qu'elles mûrissent », ironise Martine. Souffrant d'Alzheimer, Louis est le dernier arrivé dans la famille d'accueil. « Jusqu'à présent, il habitait seul à Toulouse mais son état a empiré l'été dernier. Martine et François étant mes voisins, je les ai contactés quand j'ai su qu'ils faisaient des travaux pour une troisième chambre », témoigne Lydie Gausseran, la fille de Louis. Si les hôtes ont hésité devant la difficulté de la tâche, ils ont finalement accueilli Louis et participent même à des formations sur la prise en charge des malades d'Alzheimer.



Le dimanche, tout le monde embarque pour des sorties plus lointaines. «Exactement comme une famille normale», s'esclaffe François. Un fonctionnement rassurant: «Ici, les seniors sont valorisées. Mon père ré-

apprend à prendre soin de lui. Martine et François mettent ce qu'il faut de bienveillance et d'autorité pour les sécuriser. Ce sont des gens formidables», lance Lydie Gausseran.

Accepter de partager sa vie avec des personnes âgées n'est en effet pas anodin. «C'est un vrai engagement, il faut que le couple soit solide. Il y a des hauts et des bas mais, dans l'ensemble, on rigole beaucoup», révèle Martine. «Et puis à partir de 9h, c'est notre moment, on peut souffler», poursuit son mari. «Vous voudriez peut-être qu'on monte plus tôt?» lâche Claude, avec son humour pince-sans-rire.

De son côté, Lydie Gausseran sait que son père ne pourra peut-être pas rester jusqu'au bout mais profite du moment: «La famille d'accueil est une solution idéale. C'est moins cher qu'une maison de retraite et beaucoup moins culpabilisant pour les proches. Ma relation avec mon père est plus facile, je n'ai plus qu'à l'aimer.»

Nicolas Mathé ✍

« Il y a des hauts et des bas mais, dans l'ensemble, on rigole beaucoup »

LA TÊTE D'AMPOULE

COMBLER LE MANQUE d'offres intermédiaires

ÉTAPE. En France, les options de prise en charge des personnes âgées sont restreintes. Seuls le maintien à domicile ou le placement en maison de retraite ont été largement développés. Deux extrêmes. Manque alors une structure à mi-chemin, comme le souligne Anne-Marie Guillemard, experte au Conseil d'orientation des retraites.

«Nous sommes l'un des pays où le reste à charge pour les familles est le plus élevé, qu'il s'agisse d'hébergement ou de soins à domicile.» Pour Anne-Marie Guillemard, sociologue, spécialiste des questions du vieillissement, c'est le signe d'un système non performant. En cause, un manque de structures intermédiaires entre le maintien à domicile et le placement en Ehpad. «Lorsqu'une personne âgée peut vivre chez elle, cela signifie qu'elle est encore relativement autonome. Lorsqu'elle intègre une maison de retraite médicalisée, c'est parce qu'elle ne l'est plus. Mais que se passe-t-il entre ces deux situations?» s'interroge-t-elle. La dépendance étant généralement graduelle et non soudaine, elle estime que l'offre de prise en charge proposée par la France n'est pas assez diversifiée.

Si des alternatives existent, comme des habitats collectifs ou des résidences seniors, ces options sont sous-développées selon Anne-Marie Guillemard. «On pourrait multiplier les initiatives telles que les foyers logements qui permettent aux aînés de vivre chacun dans un appartement tout en disposant de soins et de services collectifs. Voire une colocation où une communauté de personnes âgées pourrait se constituer pour vivre ensemble», imagine-t-elle. Des domiciles de substitution évolutifs seraient l'idéal selon la sociologue. En Finlande, par exemple, l'hébergement des seniors est pensé plus collectivement et la domotique y tient une place importante: «Les personnes âgées y reçoivent des formations informatiques pour leur permettre de mieux se gérer. Ils se programment des rappels de prise de médicaments en ligne ou pilotent leur maison équipée de domotique depuis des applications», note Anne-Marie Guillemard.

Outre l'hébergement, le financement de la prise en charge des personnes âgées en France est remis en cause par l'experte. «Notre assurance dépendance n'est pas à la hauteur de ce que devrait garantir un pays développé. L'allocation personnalisée d'autonomie (Apa) est maigre et reste réservée aux plus démunis. Là encore, il manque une aide graduelle», observe-t-elle. En Allemagne et surtout au Japon, l'État a plutôt opté pour une assurance soin longue durée. Il s'agit de prendre en compte, non pas la dépendance, mais les soins, quels que soient les revenus. «Tous les Japonais cotisent, à partir de 45 ans, pour cette assurance qui se déclenche en fonction de l'état de santé de la personne. Alors, toutes les prestations de services et les soins sont pris en charge», résume Anne-Marie Guillemard. Ainsi, aide-ménagères, soins infirmiers ou auxiliaires de vie sont couverts par l'État et gérés par les collectivités locales. «Cela garantit aussi la qualité des soins!» lance la sociologue.

C'est là son dernier cheval de bataille. Pour elle, les employés travaillant dans le domaine du service à la personne manquent de formation. Ainsi, une réelle professionnalisation du secteur permettrait de revaloriser le métier et d'augmenter la qualité des interventions. «S'occuper des enfants nécessite une formation tandis que s'occuper des seniors non. Pourquoi?», conclut Anne-Marie Guillemard.

Severine Sarraz ✍

ANNE-MARIE GUILLEMARD

> Professeur émérite des universités en sociologie à l'université Paris-Descartes Sorbonne, membre de l'Academia Europaea et membre honoraire de l'Institut universitaire de France. Elle est également membre du comité de rédaction de "Ageing and Society" et siège à titre d'experte au Conseil d'orientation des retraites.





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

UNE MAISON INTELLIGENTE pour développer le maintien à domicile

93% des Français plébiscitent le maintien à domicile pour eux-mêmes et leurs parents. Encore faut-il que le logement puisse s'adapter à la perte d'autonomie liée au vieillissement. Dans cette optique, des chercheurs du Laas-CNRS, de l'Institut de recherche informatique de Toulouse (Irit) et de l'université Jean-Jaurès travaillent pour mettre au point des innovations technologiques permettant d'assurer la sécurité des personnes âgées dans leur logement, de détecter des situations de danger et de repérer des comportements déviants, signe d'un déclin cognitif. Celles-ci sont testées sur une plate-forme grandeur nature. Cette "maison intelligente" est située au sein de l'IUT de Blagnac.

À l'intérieur de ce logement-laboratoire à l'allure de maison témoin, les appareils mis au point par les chercheurs sont installés puis testés en situation réelle par des seniors volontaires. À l'aide de capteurs et de caméras, ils sont observés afin d'analyser leurs interactions avec les innovations proposées et de préciser leur besoin. « Par exemple,



pour fermer les volets de toute la maison simultanément, ils ont le choix entre une commande vocale, un interrupteur classique ou une tablette. Nous regardons de quel dispositif ils se servent naturellement et à quelle fréquence », explique Éric Campo, professeur en électronique à l'IUT de Blagnac.

Pour l'instant à l'état de projet, la maison intelligente « est une habitation évolutive qui s'adapterait totalement aux besoins d'une personne en perte d'autonomie », lance le chercheur. Une prise en compte globale de la diminution physique et cognitive. « En équipant les logements privés d'innovations technologiques comme dans notre maison intelligente, nous pourrions assurer de meilleures conditions de vie en cas de maintien à domicile », poursuit-il. Intéressée par cette perspective, Toulouse Métropole s'est rapprochée de l'université dans le cadre de son programme immobilier "Îlot autonomie" au sein de l'écoquartier Andromède à Blagnac.

Séverine Sarraat ✍

Jt



OTONO-ME veille

Savoir que leurs proches veillent sur eux peut être sécurisant pour les seniors vivant seuls. C'est ce que propose l'entreprise toulousaine Telegrafik, grâce à son dispositif Otono-me : cinq capteurs de mouvement, disséminés dans le domicile, permettent de suivre en temps réel l'activité de la personne. Les données récoltées sont accessibles aux familles depuis une application mobile. En cas d'anomalie, comme une absence prolongée, le système essaie de joindre le résident et envoie un SMS à ses proches pour les tenir informés de la situation.

✉ telegrafik.fr



À table !

Afin de lutter contre l'isolement et venir en aide aux plus âgés qui ne sont plus capables de cuisiner, plusieurs organismes proposent de leur livrer des repas. C'est le cas de l'Association d'aide à domicile aux personnes âgées et aux malades (ADPAM) qui apporte plats et desserts directement à domicile, tous les jours de la semaine. Les repas sont élaborés par une diététicienne et peuvent être pauvres en sel ou en sucre, selon les préconisations.

ADPAM Toulouse :

05 62 26 92 00



Une aide à DOMICILE



Quand vivre seul devient très difficile, une auxiliaire de vie peut permettre d'assurer le maintien à domicile. Le réseau Petits-Fils et ses antennes locales donne la possibilité aux seniors de profiter de services d'aide à la personne, pour le ménage, la toilette, le repas ou les sorties. Que les demandes soient ponctuelles ou régulières, les prestations sont disponibles 24h/24h, 7j/7j et modulables selon les besoins de la personne âgée.

✉ petits-fils.com





**TOULOUSE-PARIS
EN 3 HEURES**

**ET LE CAPITOLE
TOUCHE
LA CAPITALE**

Direction de la Communication et de l'Information Citoyenne - Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée - déc 17 - © : Christian Bourrec - Shutterstock

AVEC LA RÉGION, DITES OUI AUX LIGNES À GRANDE VITESSE



LGVOUI!
OCCITANIE

www.laregion.fr/LGVOccitanieOui



#LGVOccitanieOui

LA SEMAINE EN BREF

35

C'est le nombre de sociétés coopératives créées en ex-Midi-Pyrénées au cours de l'année 2017. Elles sont désormais 280 dans l'ancienne région, un chiffre en augmentation de 12% par rapport à l'année précédente. L'Union régionale des Scop explique ce progrès par l'attrait des entrepreneurs pour un modèle plus «performant et humaniste» et précise que 130 contrats de travail ont ainsi été maintenus ou signés l'an dernier. Si les sociétés coopératives exercent principalement dans les secteurs de l'alimentation et du commerce, on en trouve également dans le tourisme, dans l'agriculture, dans les travaux publics, ou dans l'environnement.

UN GUIDE
pour les sans-toit

La mairie de Toulouse vient d'éditer son guide annuel d'urgence sociale, destiné aux personnes sans domicile fixe. Des informations pratiques sur les lieux où dormir, manger, se laver et se soigner. Le document, traduit en anglais, en arabe, en albanais et en russe, est disponible dans les mairies de quartier, à l'accueil du Capitole et sur le site Internet de la ville.

🔗 toulouse.fr



© Toulouse Métropole

B612 à la pointe de la recherche

Le bâtiment B612 de Montaudran accueille ses premières équipes de l'Institut de recherche Saint-Exupéry depuis le 9 février. Sur 25 000 m², 250 scientifiques s'installeront d'ici les huit prochains mois. Le B612 doit devenir une place forte de la recherche aéronautique et spatiale, spécialisé dans les matériaux à haute performance, les systèmes embarqués et l'aéronef électrique.



© Thibault Trillet

Big Flo et Oli couronnés

Big Flo et Oli ont remporté le 9 février leur première Victoire de la musique pour leur titre "Dommage", sacrée meilleure musique originale de l'année.

1600

C'est le nombre de chambres d'hôtel supplémentaires qui doivent être créées d'ici 2025 dans la Ville rose pour accueillir l'afflux croissant de touristes. Pour atteindre cet objectif, Jean-Luc Moudenc indique avoir initié un dialogue avec les acteurs toulousains de l'hôtellerie.



AGENDA

> 16 FÉVRIER

La MJC des Ponts-Jumeaux convie les habitants du quartier à la salle des Amidos pour assister au premier "Bouillon de culture citoyenne". L'occasion de faire émerger, autour d'un repas, des envies et des idées visant à améliorer la vie des riverains.

> 15 FÉVRIER

L'association Partage Faourette organise à la maison de quartier de Bagatelle un débat public intitulé "L'accueil, l'autre, l'étranger, le migrant". Seront présents le Conseil représentatif des associations noires de France et les associations France Solidarité, Rester et la Cimade.

Issa DIOP

Le défenseur central du TFC Issa Diop suscite les convoitises du FC Barcelone, selon le quotidien catalan "Mundo Deportivo". Si le club blaugrana n'a pas encore inscrit le nom du joueur de 21 ans dans sa liste des recrutements, il suit de très près sa progression. Avec 72 matchs de Ligue 1 sous les

couleurs du TFC, Issa Diop avait déjà été approché en début de saison par l'AS Monaco.



© Icon Sport

Opération
séduction
des policiers

Le 13 février, place du Capitole, les policiers toulousains se sont livrés à une démonstration de force sous les yeux des passants. Une intervention de la brigade canine et de la police montée, suivie d'une présentation de leur armement, afin de montrer aux Toulousains les moyens déployés pour assurer leur sécurité.



© Wikimedia Commons

GRAND ANGLE

Un Observatoire du dialogue social,
POUR QUOI FAIRE ?

ACCOMPAGNEMENT. Fruit de la réforme du Code du travail, un observatoire a été mis en place fin janvier en Haute-Garonne dans le but de favoriser et d'encourager le dialogue social et la négociation au sein des entreprises de moins de 50 salariés. Mais le contenu de sa mission manque encore de clarté.

En réformant le Code du travail, le gouvernement avait à cœur, entre autres, de promouvoir le dialogue social dans les entreprises de moins de 50 salariés, pour que celles-ci de facilitent leur organisation et leur adaptation aux contraintes de terrain. Il a ainsi été décidé, par exemple, d'élargir le champ des thèmes ouverts à la négociation collective d'entreprise ou encore de permettre à l'employeur, dans les entreprises de moins de 11 salariés dépourvues de délégués syndicaux, de soumettre un accord aux employés par référendum. Pour accompagner ces évolutions, les ordonnances réformant le droit du travail ont prévu la création, dans chaque département, d'un Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation. En Haute-Garonne, cette instance tripartite, regroupant la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirccte Occitanie), et les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau départemental, s'est réunie pour la première fois le 26 janvier dernier. « Notre première mission va être de déterminer ensemble quels sont les indicateurs de suivi qui nous permettront d'avoir une vision pertinente de l'état et de l'évolution du dialogue social en Haute-Garonne », explique Jean-Marc Royer, directeur délégué de l'unité de la Dirccte en Haute-Garonne. Pour ce faire, l'Observatoire aura notamment accès à tous les accords

d'entreprise signés dans le département. Au-delà de cette mission d'observation, l'instance devrait avoir un rôle plus actif. « Nous sommes là pour mettre de l'huile dans les rouages du dialogue social et de la négociation collective, en apportant aux plus petites entreprises notre expertise juridique dans le domaine du droit social », poursuit Jean-Marc Royer.

« Apporter aux plus petites entreprises notre expertise juridique dans le domaine du droit social »



Une assistance plus que bienvenue selon Gilles Nakache, président du syndicat patronal CPME 31: « La réglementation évolue en permanence, il est complexe pour les PME de se tenir à jour, d'autant qu'elles sont souvent dépassées par sa technicité. » L'observatoire pourra par ailleurs être saisi par les organisations syndicales ou professionnelles qui ont vent de difficultés rencontrées dans le cadre d'une négociation. « À nous maintenant de déterminer jusqu'où nous pourrions aller, sans empiéter sur des compétences régaliennes », conclut Jean-Marc Royer.

Ce relatif flou artistique fait titiller les syndicats. « Nous n'attendons pas grand-chose de cet

observatoire. Si cette instance ne peut donner que des avis, sans valeur contraignante, je ne vois pas quel peut être son intérêt », indique Cédric Caubere, secrétaire général de la CGT 31. Même son de cloche du côté de la CFDT 31, qui n'a pas envoyé de représentant lors de la première réunion. « Observer c'est bien, mais est-il prévu de partager les bonnes pratiques qui auront été identifiées ? Rien n'est moins sûr. Il est fort probable que cet observatoire ne dépasse jamais le stade du constat », s'interroge Thierry Lataste, son secrétaire adjoint. Une conclusion hâtive selon Gilles Nakache, qui préfère de son côté « donner sa chance » à cette nouvelle instance « qui part d'une bonne volonté ».

Axelle Szczygiel

À LA LOUPE

25 millions d'euros
pour des AUTOROUTES À VÉLOS

EN SELLE. Tisséo vient d'amender le projet Mobilités 2020-2025-2030. Un budget de 25 millions d'euros par an pour le réseau cyclable à Toulouse devrait notamment servir au développement du Réseau Express Vélo. Un geste salué par les écologistes et les associations, même si des interrogations émergent sur la répartition de l'enveloppe.



Après plusieurs mois de concertation, le plan Mobilités 2020-2025-2030 vient d'être approuvé par le comité syndical de Tisséo, qui a globalement suivi les réserves de la commission d'enquête. L'une d'entre elles portait sur le budget annuel dévolu à la modalité cyclable, qui passe de 15,6 à 25 millions d'euros. « Ce montant doit être réparti en 2018 entre Toulouse Métropole, le Sicoval, le Syndicat intercommunal des transports publics de la région toulousaine (qui regroupe une quinzaine de communes, ndlr) et le Muretain Agglo. Il doit notamment permettre d'établir 10 à 15 itinéraires cyclables de référence, de grands axes sécurisés pour faciliter

la vie aux personnes qui vont travailler en vélo », précise Christophe Doucet, chef du projet chez Tisséo. La mise en place de ces voies sécurisées sur lesquelles on pourra aisément rouler jusqu'à 25 ou 30 km/h en vélo sera effectuée conjointement avec les associations 2 Pieds 2 Roues, Vélorution et La Maison du Vélo. Les tracés seront déterminés courant 2018. En attendant, ces organismes ont salué l'augmentation de budget. Toutefois, pour Régis Godec, conseiller municipal et métropolitain Europe écologie-les Verts, l'investissement dans les infrastructures ne suffit pas. « La politique d'aide à la mobilité, ce n'est pas seulement mettre de la peinture sur une piste cyclable. Pour que les gens prennent le vélo, il faut multiplier les services et sensibiliser, déstigmatiser l'image du cycliste irrespectueux du code de la route. » L'association 2 Pieds 2 Roues préconise, elle, que 2 millions d'euros supplémentaires soient alloués à ce chapitre.

Fleur Olagnier

ET MAINTENANT ?

Le tracé de la troisième ligne de métro FAIT ENCORE DÉBAT

CONCILIATION. Après un an de consultation publique, un nouveau plan de la future troisième ligne de métro a été présenté par Tisséo. Ce tracé ne fait pas l'unanimité. Notamment du côté des Sept-Deniers où le collectif Job se mobilise pour garder une station en cœur de quartier.

Mais rien n'est encore signé.

En 2024, les habitants de l'aire urbaine de Toulouse pourront se déplacer à bord de Toulouse Aerospace Express (TAE), une troisième ligne de métro reliant Colomiers à Labège. De septembre à décembre 2016, un débat public a été organisé pour discuter du tracé. Et, en juillet 2017, le syndicat mixte des transports en commun (SMTC) Tisséo a présenté une nouvelle proposition: la troisième ligne desservirait notamment les usines Airbus au Nord-Ouest, la gare Matabiau, Montaudran, le centre commercial Labège 2 et l'ex-Innopolis. Ce tracé a connu des modifications par rapport à la version précédente. La station Fondevre, au nord des Minimes, disparaît. Celle des Sept-Deniers, qui devait se situer à proximité de l'espace Job, est déplacée plus au Nord, vers le stade Ernest-Wallon. Enfin, l'option d'un passage par l'aéroport est délaissée au profit d'une ligne de tram express. La suite du processus? «En 2018, nous allons dérouler sans problèmes les phases d'études de détails et les documents d'enquête publique», déclarait en janvier le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc. Mais plusieurs associations de quartier, mécontentes du tracé, ne comptent pas laisser les choses se «dérouler sans problèmes». C'est aux Sept-Deniers que la mobilisation est la plus forte. Le collectif Job, représentant les associations, s'organise. Une pétition a déjà reçu 1500 signatures.

«Nous ne comprenons pas ce changement d'emplacement alors que le débat public nous donne raison», assure Marcel Martin, le président du comité de quartier des Sept-Deniers. Pour lui, le métro est nécessaire au cœur de ce "village" de 9000 habitants: «Il renforcerait son équilibre et permettrait de le décongestionner des voitures alors qu'il en est saturé». Tisséo a une autre vision des choses, arguant qu'une station au cœur

« Nous ne comprenons pas ce changement d'emplacement alors que le débat public nous donne raison »



des Sept-Deniers engendrerait au contraire «un stationnement abusif». Le nouvel emplacement présenterait plusieurs avantages selon Jean-Michel Lattes, le président du SMTC Tisséo: «L'espace disponible offre la possibilité de concevoir un parking relais, la station serait accessible aux voitures directement par l'échangeur, aux habitants des Sept-Deniers via la ligne Linéo 1, mais aussi à ceux de Ginestous et des quartiers plus au Nord.» D'après l'élus, le Stade Toulousain et des associations de quartier du secteur seraient d'ailleurs favorables à cette option.

Autre sujet de discorde, la station Fondevre, jugée trop coûteuse par Tisséo et trop proche de celles existantes. Le comité de quartier des Minimes-Barrière de Paris réclame sa réintégration. Enfin, le Collectif citoyen pour la troisième ligne métro-politaine, milite quant à lui pour l'abandon de la boucle au Nord de Toulouse, au profit du centre-ville (Amidonniers, Saint-Pierre, Saint-Aubin...). Jean-Michel Lattes assure être à l'écoute. «Une seconde enquête publique va avoir lieu jusqu'en 2019, nous souhaitons essayer de concilier les positions et de défendre l'intérêt général: la vocation de la troisième ligne est d'apporter un maximum de mobilité aux habitants des 115 communes desservies par Tisséo», explique-t-il. À l'issue de cette concertation ouverte à tous, le tracé définitif sera validé. En attendant, collectifs et comités de quartier comptent bien faire entendre leur voix.

Maylis Jean-Préau

ÇA BOUGE !

DE L'ÉLECTRICITÉ LOCALE pour le Sicoval

TRANSITION. Sur le territoire du Sicoval, des citoyens se sont mobilisés et regroupés en Initiative citoyenne pour une énergie alternative (ICEA), dans l'optique de produire de l'énergie locale et renouvelable via l'installation de panneaux photovoltaïques.



Des panneaux photovoltaïques pour éclairer les communes du Sicoval? Initié dès 2016, ce projet citoyen visant à utiliser l'énergie solaire pour produire de l'électricité localement devrait bientôt voir le jour dans le Sud-Est toulousain. «Nous travaillons en collaboration avec le Sicoval à la mise en place de panneaux sur les toits de 15 bâtiments publics», assure Jean-Paul Gardette, président de l'ICEA (initiative citoyenne pour une énergie alternative) du Sicoval. Les premières installations seront posées fin mars, début avril dans les communes d'Aureville, de Labège, de Donneville, d'Escalquens et d'Aygués.

Lancée sous forme d'association en 2016 et structurée en société coopérative d'intérêt collectif depuis 2017, ICEA a déjà collecté 57000€ sur les 360 000 nécessaires au projet. «Nous visons au total 100 000€ via notamment de nouveaux sociétaires. Cette somme sera doublée par la région Occitanie, car nous sommes lauréats du programme Énergies coopératives et citoyennes. Le reste sera financé par emprunt bancaire», continue Jean-Paul Gardette.

Fin 2019, la transition énergétique devrait être sur les rails dans le Sicoval. «Chaque année, nous devrions produire 215 000 kilowatts-heures d'électricité, qui sera revendue à EDF. Ce revenu de 35 000€ sera investi dans d'autres installations et permettra de mener des actions de sensibilisation autour de la transition énergétique». Pour que l'appropriation citoyenne des enjeux énergétiques touche un public de plus en plus large.

Océane Redon

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Pierre GUILBAUD

L'entrepreneuriat en partage

En fin de cursus à la Toulouse Business School, Pierre Guilbaud, 24 ans, est l'un des fondateurs de The Young Thinker. Une plateforme conçue comme un espace d'échange d'expériences et de réflexions pour les jeunes qui se lancent dans le monde du travail.

✍ Marie Larpent

VOIE En 2016, Pierre Guilbaud crée un blog, The Young Thinker. Alors étudiant à Toulouse Business School (TBS), il est, comme beaucoup de ses semblables, en plein questionnement sur son avenir. Le site répond « à un besoin personnel de trouver ma voie », explique-t-il. Plus tard, la plateforme s'enrichit en proposant des formations aux 25-30 ans qui voudraient franchir le pas de l'entrepreneuriat.

FORMATION The Young Thinker dispense aujourd'hui deux formations gratuites pour devenir entrepreneur ou freelance, reposant sur un envoi quotidien de mails pendant une trentaine de jours. Pierre Guilbaud propose également un accompagnement individualisé. Il n'hésite pas à prendre du temps pour donner des conseils, recommander des lectures complémentaires, et même parfois faire marcher son réseau. Jusqu'à présent, près de 450 personnes ont suivi ses formations.

SOCIAL Pour Pierre Guilbaud, la plateforme n'a pas vocation à devenir lucrative. « Je vois ça comme un projet social. L'objectif est de partager son expérience, d'aider à gagner du temps et de se poser les bonnes questions. Je suis persuadé que lorsqu'on donne sans compter, on finit toujours par recevoir. » Et comme pour lui donner raison, c'est en acceptant de promouvoir un projet via The Young Thinker que Pierre Guilbaud a connu la start-up dans laquelle il est aujourd'hui stagiaire à Los Angeles!

ENTREPRENEURIAT « J'ai toujours eu la fibre commerciale. Ce que j'aime, au-delà de l'aspect marchand, c'est développer une idée et lui apporter une plus-value. » Quand Pierre intègre TBS, il monte avec des amis sa première société, Sightjogging Toulouse, qui propose de découvrir le patrimoine local en faisant son jogging. Aujourd'hui, la start-up n'existe plus mais, pour Pierre Guilbaud, elle aura été une très bonne expérience.

AVENIR Même s'il ne sait pas encore où il sera dans six mois, le jeune homme a désormais clairement identifié ce qui le motive et ne se fait plus de soucis sur son avenir: « Je veux travailler sur des projets qui me stimulent, sur lesquels je peux avoir un impact. »



© DR

TOP WEB



🐦 **@ORQUASI 12/02:** Etat des lieux du réseau ferré français: l'Occitanie parmi les élèves les plus volontaires! 288 millions d'euros investis en Occitanie en 2018!

🐦 **@Univ_Toulouse 09/02:** Hommages, témoignages, biographie, diaporama... Découvrez le site-web, hébergé par le @CNES, consacré à Hubert Curien, ancien ministre de la #recherche & père de l'Europe spatiale...

🐦 **@fbriancon 13/02:** Inauguration, malgré la pluie, de la fresque réalisée par @100taur sur un mur de la Maison de la Pétanque, rue des Anges aux Mi-

nimes sur 400 m². Une pure merveille, à voir absolument !!! Profitez-en pour aller voir mes amis boulistes, vous serez bien accueillis!

f **Toulouse Ensemble 09/02:** 3,9 milliards d'euros pour améliorer la mobilité dans l'agglomération, c'est le pari de Tisséo, qui mise sur la 3^e ligne et le maillage des réseaux pour tenter de réduire les bouchons à l'horizon 2025-2030.

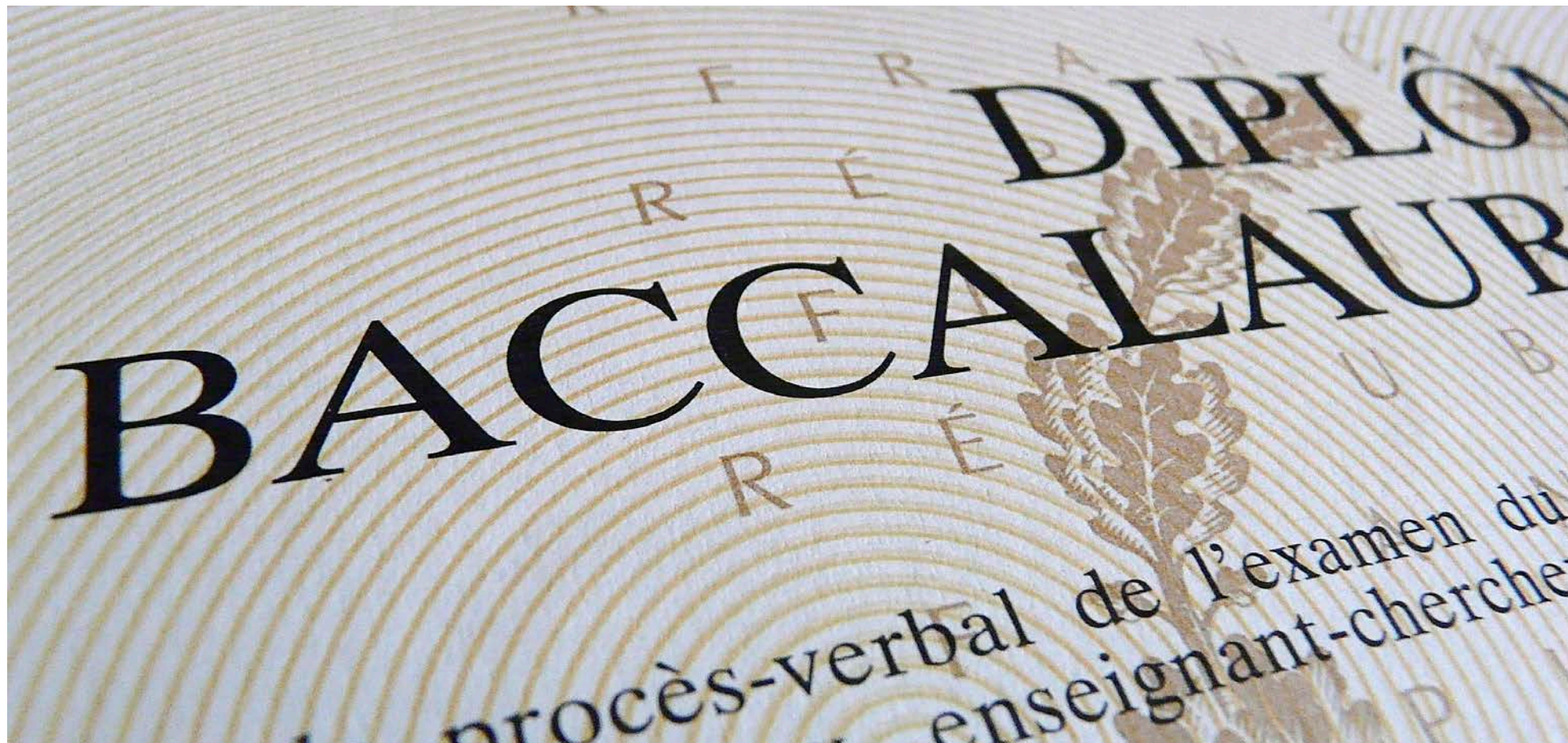
f **Adepes 13/02:** Dimanche on était sur le Salons du tourisme de #Toulouse, invités par la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole à représenter le #TourismeEn-

gagé. Les visiteurs ont été séduits par les adresses atypiques et sympathiques des Relais Locaux de l'Économie Solidaire.

(Re)découvrir l'Occitanie via des lieux chaleureux, engagés, vivants, attentifs à leur territoire... ça vous tente?

f **Perrine Laffont 13/02:** Championne Olympique... c'est encore difficile à croire. Mille mercis à tous de m'avoir soutenu dans cette aventure!

POINTS DE VUE

UN GRAND ORAL *au baccalauréat ?*

ÉLOQUENCE. Comme attendu, la réforme du lycée présentée ce mercredi modifie en profondeur le baccalauréat. Outre la suppression des séries et la réduction à quatre épreuves écrites, l'un des changements emblématiques est l'instauration d'un oral de maturité. Un grand passage de 20 minutes devant un jury, portant sur un projet entamé en classe de première. Deux experts du monde éducatif, Marie Duru-Bellat et Christophe Rochelle, débattent du sujet pour le JT.

Doit-on imposer un grand oral aux futurs bacheliers ?

Marie Duru-Bellat : Pense-t-on qu'il est important pour un jeune Français de 18 ans de s'exprimer correctement ? La plupart diront que oui. Mais il faut tout de même évaluer les risques. Comme tous les enseignements, le baccalauréat est discriminant car chacun arrive dans des conditions différentes. Pour les élèves, le niveau d'éloquence dépend souvent du milieu social et de l'habitude ou non de s'exprimer. Pour les professeurs amenés à préparer leurs classes, la question des effectifs trop nombreux se pose.

Christophe Rochelle : Cet oral s'inscrit dans la continuité des Travaux personnels encadrés (TPE) qui étaient présentés en classe de première. Aujourd'hui, on estime que nos enfants, arrivés en âge de voter, ont la maturité nécessaire pour soutenir un oral civique. À noter que cette épreuve ne concerne que la filière générale, celle qui impli-

citement conduit à des études supérieures longues. Il s'agit donc de préparer les élèves à la suite de leur cursus. L'autre point intéressant est l'introduction du contrôle continu à hauteur de 40%. Il ne suffira plus de bachoter, mais de travailler régulièrement. Cette assiduité permettra d'ailleurs de se créer un petit matelas d'avance en cas de raté le jour J.

Était-il important de réformer le baccalauréat et plus globalement le cycle du lycée ?

Marie Duru-Bellat : Il était urgent de le faire. Pas tant au regard des inégalités mais compte tenu de l'imposante et coûteuse machine que représente le baccalauréat. La nouvelle problématique qui se pose est celle de l'orientation. Le Bac est pensé pour préparer l'entrée dans l'enseignement supérieur mais certains élèves seront mieux informés et armés que d'autres au moment de choisir leurs nouvelles disciplines d'approfondissement (les majeures, ndlr).

Christophe Rochelle : Tous les acteurs de l'enseignement supérieur se plaignent du niveau des bacheliers qui ne cesse de se dégrader. Et l'on constate par ailleurs une hétérogénéité de plus en plus grande entre les meilleurs élèves et ceux qui connaissent des difficultés. La "classe moyenne" des élèves tend peu à peu à disparaître. La réforme est donc un outil pour relever le niveau global de nos jeunes.

Quelles autres solutions explorer pour contribuer à la réussite des lycéens ?

Marie Duru-Bellat : Le sujet est vaste et complexe. Mais un premier levier d'action est la carte scolaire. Aujourd'hui, les lycées sont très inégaux. Selon leur situation géographique, les élèves ne fréquentent pas un établissement disposant des mêmes moyens que d'autres. Concernant le grand oral en lui-même, une solution pour réduire les inégalités serait de bien identifier et expliquer les critères de notation : va-t-on évaluer le choix des mots, la grammaire, la conviction dans les propos... ?

Christophe Rochelle : Contrairement à ce que veut faire croire le débat franco-français actuel, le numérique n'est pas un frein à la réussite éducative. Les études internationales montrent que les pays d'Asie, où les jeunes utilisent fortement le digital, se classent parmi les meilleurs systèmes éducatifs. Il ne faut pas se cacher derrière cette fausse excuse et poser les bonnes questions. Quelle réussite souhaite-t-on pour nos élèves, pour nos enfants ? L'autre enjeu est celui de la refonte des méthodes éducatives et de la formation continue des enseignants, inexistante aujourd'hui. Récemment, la présidente de la Société des professeurs agrégés s'alarmait d'ailleurs du niveau de nos enseignants en langue française.

Thomas Gourdin ✍

MARIE DURU-BELLAT

> Professeur émérite de sociologie à Sciences Po, spécialiste des questions d'éducation et auteure de nombreux ouvrages dont "10 propositions pour changer d'école" (avec François Dubet, éditions Seuil).

**CHRISTOPHE ROCHELLE**

> Fondateur du réseau de soutien scolaire Centre pédagogique et de la plate-forme en ligne Étude Dirigée, qui met en relation professeurs et élèves pour des cours particuliers.

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

Législatives partielles en Haute-Garonne : UNE ÉLECTION À TROIS TÊTES ?

BIS REPETITA. Les 11 et 18 mars prochains, les électeurs de la 8^e circonscription de Haute-Garonne vont revoter. En décembre dernier, le Conseil constitutionnel avait annulé l'élection de Joël Aviragnet, député socialiste sortant.

Une liste d'émargement non transmise, celle de la commune de Gensac-de-Boulogne et des signatures jugées non conformes. En décembre 2017, c'est ce qui avait poussé le Conseil constitutionnel à invalider l'élection de Joël Aviragnet, candidat socialiste dans la 8^e circonscription de Haute-Garonne. Des recours avaient été déposés par deux candidats : l'un par Michel Montsarrat, ancien rugbyman et adversaire du second tour qui se présentait sous les couleurs de La République en marche et l'autre par Jean-Luc Rivière, radical valoisien et candidat de l'UDI. Ce dernier qui totalisait 8 % des voix au premier tour, se fait à présent très discret. À l'heure où nous mettons sous presses, il n'a toujours pas officialisé sa candidature, les inscriptions étant ouvertes jusqu'au vendredi 16 février. Mais une chose est sûre, Jean-Luc Rivière ne représentera pas l'UDI pour ces nouvelles élections. Le parti soutient désormais le candidat de la majorité présidentielle. Trois mois après cette annulation, le socialiste, lui, se veut serein : « *Le maire de Gensac s'est expliqué publiquement sur ce qui s'était passé. Il s'agit simplement d'une erreur administrative* », rappelle Joël Aviragnet. Une excuse jugée légère par le candidat LREM. « *Il ne s'agit pas d'une erreur administrative. C'est pire qu'une magouille ! C'est une prise en otage d'une partie de la population* », affirme Michel Montsarrat.

SURSAUT INSOUMIS

Dix mois après l'élection invalidée, Michel Montsarrat dit vouloir mobiliser ceux qui attendent le change-



ment. Mais sur le terrain, les cartes semblent avoir été rebattues. « *Sur les marchés, je suis accueilli différemment, j'ai des marques de sympathie que je n'avais pas en juin. La dynamique En marche est retombée* », note Joël Aviragnet. Au profit de qui ? Pas du Parti socialiste, estime Philippe Gimenez. En juin dernier, le candidat de la France Insoumise avait totalisé 14 % des voix au premier tour quand Joël Aviragnet en comptait 17 %. « *À l'Assemblée nationale, trois courants PS existent. Les députés pro-Macron, ceux qui sont contre et ceux qui ne savent pas où se placer. Les socialistes sont inaudibles. Nous sommes la seule force d'opposition et de proposition* », estime Philippe Gimenez. Verdict dans les urnes les 11 et 18 mars prochains.

Vanessa Vertus ✍



Alain Di Crescenzo pourrait briguer la mairie de Toulouse en 2020. Interrogé par "France 3 Occitanie", l'actuel président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie se dit en effet sollicité pour se porter candidat aux prochaines municipales mais confie qu'il n'a pas encore pris sa décision. Selon la chaîne, Alain Di Crescenzo pourrait former un binôme avec le sénateur PS Claude Raynal.

POLITIC' PORTRAIT



LAURENCE ARRIBAGÉ, une "femme de" convictions

Dix ans après sa première campagne électorale, Laurence Arribagé s'est imposée comme une figure de poids des Républicains dans la région. Membre du bureau politique de son parti, cette petite-fille de mineur gaulliste croit plus que jamais au clivage droite-gauche.

Première femme adjointe aux sports à la mairie de Toulouse, Laurence Arribagé a longtemps été vue comme une "femme de". Mariée à l'ancien joueur du TFC Dominique Arribagé, elle est consciente que son nom l'a en partie aidée à se faire une place. Mais la passion pour la politique de l'Albigeoise date de son plus jeune âge : « *Je regardais l'émission "7 sur 7" à l'âge de 10 ans* ». Son engagement à droite remonte à cette époque. « *J'avais un grand-père mineur gaulliste et des parents enseignants. Ce sont les valeurs de travail et de mérite qu'on m'a inculquées toute petite* », souligne-t-elle. Diplômée de Sciences Po Toulouse et titulaire d'un DESS en administration et gestion de la communication, elle travaille d'abord au Conseil économique et social régional et au Conseil régional de Midi-Pyrénées.

En 2008, Laurence Arribagé rejoint la liste de Jean-Luc Moudenc lors des municipales perdues. Deux ans plus tard, elle obtient son premier mandat au Conseil régional. La même année, elle prend la tête de la fédération UMP de Haute-Garonne avec Jean-Luc Moudenc. Un tandem qui va également remporter les législatives de 2012. « *Cette campagne nous a beaucoup rapprochés même si nous sommes très différents* », confie-t-elle. En 2014, elle succède au maire de Toulouse sur les bancs de l'Assemblée. « *C'est un mandat qui m'a beaucoup plu. On prend vite goût à cet engagement et, comme dans le sport, cela procure beaucoup d'émotions. Même si elles sont plus fortes dans le sport* », concède-t-elle en riant. Battue lors des dernières législatives, elle a connu « *deux mois difficiles avant de repartir* ». Aujourd'hui présidente de la fédération Les Républicains de Haute-Garonne, elle est membre du bureau politique national aux côtés de Laurent Wauquiez. « *Je n'ai soutenu aucun candidat pendant cette élection mais je suis légitimiste. Même si je suis plus centriste que lui, il nous fallait un chef* ». Persuadée que le clivage droite-gauche existe toujours, elle croit au rassemblement de la droite et du centre et réfute l'idée d'appels du pied au FN. Preuve de sa volonté de réunir sa famille politique, elle vient de cosigner une tribune invoquant la création d'une grande fête du printemps de la droite, à l'image de la Fête de l'Huma.

Paul Périé ✍

Jeux
CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours
*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE
"Nous
qui sommes
devenus
le mauvais
temps"

«Je sais que nous allons en laisser les trois-quarts sur le bas-côté. On ravale les façades, mais au-dedans du dedans, l'ascenseur social est toujours bien crado et en panne. Le manque de moyens érigé en principe pédagogique, l'impuissance en réactivité, ça suffit. Vivement les catastrophes, puisque l'humanité ne comprend les choses qu'à grands coups de boutoir.»



LIVRE
"Et vous,
vous y croyez ?"

Ils sont sorciers, magnétiseurs, voyants, exorcistes, adeptes du reiki, du channeling, de l'Ho'oponopo-no... Ils exercent en marge de la médecine officielle mais sont consultés partout en France pour leurs visions et leurs soins. Ils perpétuent l'idée que pour nous aider à vivre, parfois pour guérir, nous avons aussi besoin de l'occulte et du merveilleux. Qui sont-ils ?

SORTIR

Voix
SANS FRONTIÈRES



A CAPPELLA. Ils sont champions de France de beatbox, vivent en colocation à Toulouse et font un carton sur Internet avec leurs reprises de tubes célèbres. Formé pour élargir les horizons de sa discipline, le groupe Berywam démontrera tout son savoir-faire le 16 février sur la scène du Metronum.

Dans un monde du beatbox long-temps tourné sur la performance individuelle, voici un groupe qui pourrait bien balayer les clichés sur cette discipline apparue aux États-Unis dans la mouvance du hip-hop. Ils sont quatre et leurs noms de scènes respectifs témoignent bien de cette culture du "battle". Beatness, Rythmind, MB14 et Wawad écument chacun les compétitions nationales depuis une dizaine d'années. C'est d'ailleurs par ce biais qu'ils ont fini par se connaître et s'apprécier. «On s'est produit ensemble à l'occasion d'un championnat de France en 2016. Au départ, c'était juste pour kiffer mais ça a tellement marché qu'on a décidé de continuer. Les groupes sont assez rares dans ce milieu. Aujourd'hui, on est parmi les seuls à s'être fait un petit nom», raconte Wawad. Les compères s'entendent si bien que les habitants d'un immeuble de Borderouge à Toulouse ont désormais comme voisins une coloc de beatboxers. «Notre force,

c'est qu'on est vraiment potes. Dans ma chambre, il y a un home studio qui nous permet de bosser tous les jours et de progresser sans cesse», poursuit le jeune artiste. Encore tout frais dans le paysage musical, Berywam s'est pourtant déjà produit sur des scènes prestigieuses comme celles de l'Olympia à Paris ou du Zénith de Toulouse, en première partie. Il faut dire que certains membres du groupe ne sont pas tout à fait des inconnus. Wawad fait notamment partie de la tournée de Big Flo & Oli. Quant à MB14, il est arrivé en finale du crochet télévisé "The Voice".

Les Berywam ont sorti un EP de quatre titres, uniquement composé de "covers"; des reprises impressionnantes de tubes célèbres dont "Shape of you" d'Ed Sheeran, entièrement réalisées à la voix. Loin de se limiter à singer des chansons, les beatboxers dévoilent dans ce mini album toute leur originalité et leur ambition artistique. «Notre particularité est de mélanger chant et beatbox. Nous avons tous une formation musicale, ce qui nous permet de couvrir une large palette de sons. Dans le groupe, on a des spécialistes des voix de tête et des aigus qui font les cuivres et les guitares. D'autres sont des

pros de la rythmique: basse et batterie», détaille Wawad. Un groupe authentique donc, à l'aise dans tous les styles, du reggae dub à l'électro. En ce moment, entre deux concerts, les Berywam pensent à la suite de leur aventure, un album de morceaux originaux 100% vocaux: «On veut prendre le temps pour définir notre propre univers. On compose à la manière d'un DJ, un vrai travail de studio.» En attendant, l'engouement grimpe gentiment autour du groupe qui, tout en cassant les codes, s'impose comme un ambassadeur d'une discipline en pleine explosion: «Je n'en reviens pas qu'on ait réussi à créer une communauté à partir de notre passion. Je fais du beatbox depuis 15 ans et ce qui se passe en ce moment est incroyable. De plus en plus de monde en fait et la nouvelle scène a déjà un super niveau. C'est très prometteur», se réjouit Wawad.

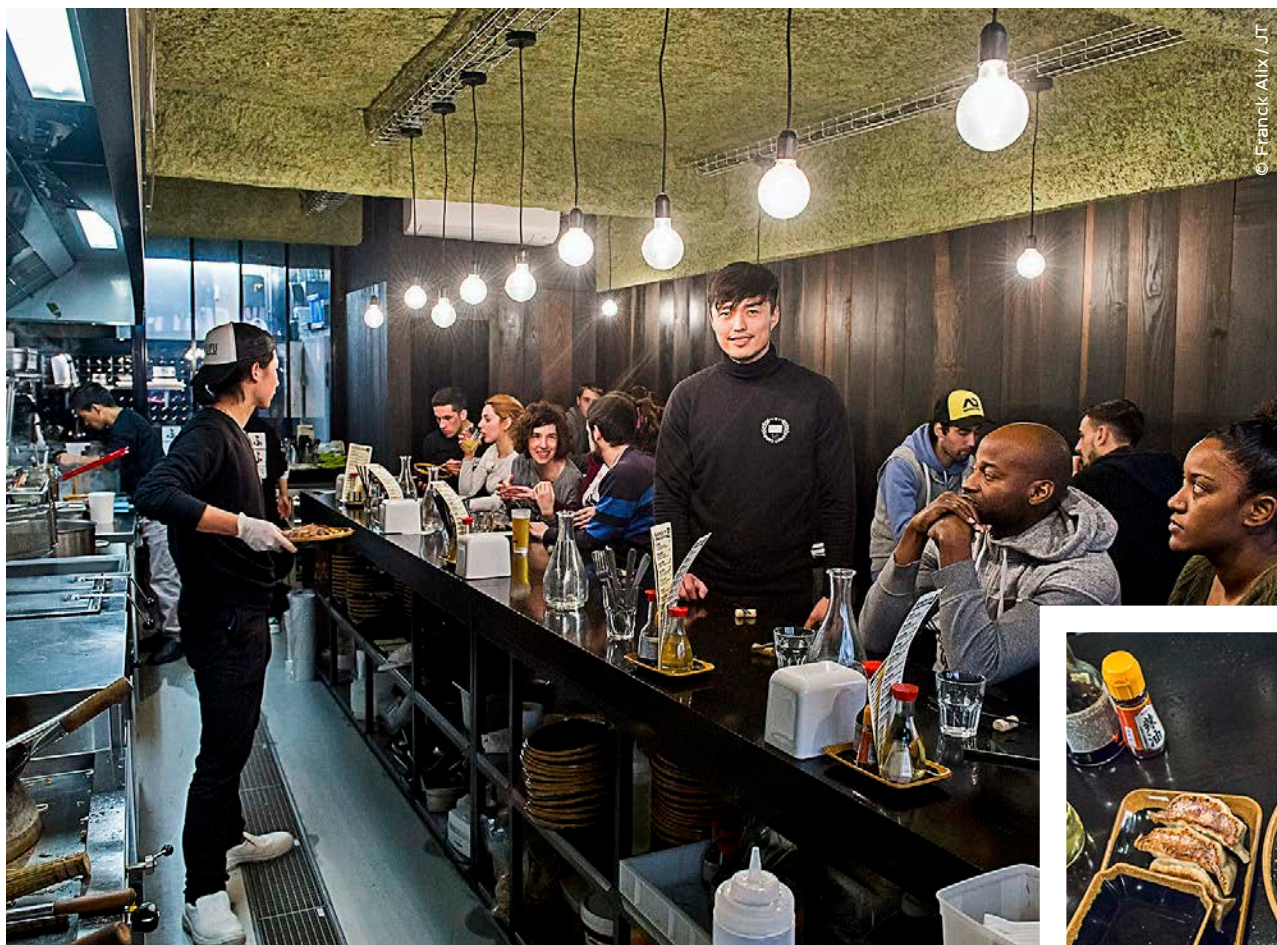
Nicolas Mathé

Un concert à la maison

C'est en voisins que les Berywam se rendront au Metronum. Une date particulière forcément, qui arrive trop tôt pour dévoiler leurs compositions, mais qui s'annonce comme un véritable show avec du jeu scénique, des bruitages, beaucoup d'interactions avec le public et «des surprises», dixit Wawad.

Vendredi 16 février à 20h
au MétroNum, 21€
metronum.toulouse.fr

SORTIR



32 rue Sainte-Ursule, Toulouse,
ouvert 7 j/7 de 11h30 à 15h et de
18h30 à 23h

fufutoulouse



Fufu, le VRAI SOUFFLE DU JAPON

ÇA SAUTE! Cette toute nouvelle table propose aux Toulousains de découvrir les saveurs et l'ambiance des cuisines du pays du Soleil levant. Ici, ni sushi ni maki, mais du ramen ou des yakosibas, des plats faits maisons et servis 7 jours sur 7 par une joyeuse brigade.

«*Irasshaimase!*», lancent à tour de rôle les cuisiniers du Fufu quand on pénètre dans leur antre. Ce bienvenue en japonais donne le ton. Avant d'entrer dans cette cantine traditionnelle, il faut oublier tout ce à quoi l'on s'attend dans un restaurant nippon. Aucun plateau de sushi ne s'affiche à la carte. Et à voir les énormes woks qui crépitent sur les impressionnants foyers de la cuisine, on comprend vite que pas un poisson cru ne pourra être servi. Alors que les chefs s'affairent devant de gros bouillons, tout en échangeant en japonais, autour d'eux, les clients commencent à s'installer sur les petites tables ou au comptoir. «*Le spectacle est dans les cuisines! Il n'y a pas de musique de fond, la nôtre est jouée par les plats*», reconnaît Théo Bolor, le cogérant de Fufu Capitole. Il y a un mois, rue Sainte-Ursule, il a ouvert avec son équipe les portes de cet établissement, le troisième de l'enseigne Fufu. Ce concept de "Japanese noodle bar" a été lancé à Bordeaux en 2010 par Ludovic Chassagne, un Français ayant vécu au Japon. «*Les restaurants de ramen, ces soupes constituées de pâtes, viande ou encore algues, sont très courants au Japon, beaucoup plus que les sushis! Nous avons en France une image déformée de la gastronomie japonaise*», explique Théo Bolor. Après s'être occupé de la communication des restaurants Fufu de Bordeaux,

« Le spectacle est dans les cuisines! Il n'y a pas de musique de fond, la nôtre est jouée par les plats »

il découvre que Toulouse ne compte pas de véritable restaurant de ramen. «*Je me suis dit qu'il y avait quelque chose à faire ici, nous avons donc cherché un local bien situé, nous sommes également allés au Japon pour nous inspirer le plus possible de ce qui se fait là-bas*», poursuit le jeune gérant.

Et le ramen a déjà séduit les Toulousains. Depuis le mois de janvier, les 17 places assises de Fufu sont bien souvent prises d'assaut, des files d'attente se sont même formées devant la porte... Midi et soir, 7 jours sur 7, on peut donc déguster ramen, mais aussi yakisoba (des nouilles sautées avec des légumes ou de la viande), donburi (riz avec du porc ou des gambas panés) ou encore gyozas (raviolis frits en forme de beignets). Les cuisiniers ne chôment pas. Ici, les plats sont faits maison, y compris les nouilles confectionnées sur place grâce à une machine spécifique. Tôt le matin, la journée commence par la préparation du bouillon, nécessitant près de quatre heures de cuisson. Si Fufu fait venir du Japon des produits comme les sauces, le saké, le thé, la limonade ou la bière, servie en pression, il met un point d'honneur à travailler uniquement avec de la viande française. «*Nous voulons proposer une cuisine simple et de qualité à un prix abordable. Le ticket moyen se situe autour de 13€*», poursuit Théo Bolor. Pour ce tarif, le client peut également voir son plat s'assembler sous ses yeux à une vitesse vertigineuse et entendre le "fufu" sortant de la bouche des chefs qui soufflent sur le feu.

Maylis Jean-Préau

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



LIQUIDATIONS

N° PC : 2018RJ0066

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SAS NEL'S CLUB** 1 chemin des Etroits 31400 TOULOUSE Discothèque, bar, restaurant. RCS 819 851 254 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 31/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0067

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL LE MUSK** place de Milan 31100 TOULOUSE Restauration rapide, salon de thé. RCS 753 191 592 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 17/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0091

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SAS VILLA ROMANA** 2349 route du Plantaurel 31860 LABAR-THE-SUR-LEZE Restauration sur place et à emporter, vente de produits alimentaires et produits annexes. RCS 823 950 985 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 15/07/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0084

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL PLAYOFF** 2 boulevard Jean Rivet 31700 BLAGNAC Bar, brasserie, pub, bar à vins, café, restaurant, pizzeria, vente à emporter. RCS 530 248 913 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 07/11/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0085

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL BEAUZELLE PIZZA** 61 avenue de Garossos 31700 BEAU-ZELLE Restauration rapide, organisation de vente de tous types de produits et dérivés relatifs à la restauration rapide. RCS 789 179 165 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 04/10/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0086

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL CAZOU** 16 rue des Blanchers 31000 TOULOUSE Restauration, salon de thé, vente de produits à emporter. RCS 528 014 608 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 08/06/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0093

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL CENTRALE D'EQUIPEMENT POUR LES PROFESSIONNELS DE LA RESTAURATION** 1 rue Federico Garcia Lorca 31200 TOULOUSE Achat vente location de matériels professionnels et de loisirs l'achat la vente la location de véhicules RCS 377 670 997 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 31/12/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0096

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SARL FIDÉCLIC** 99 route d'Espagne Les Portes d'Espagne, Bâtiment B 31000 TOULOUSE Conception, production, commercialisation de sites internet. RCS 437 622 541 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 08/12/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

N° PC : 2018RJ0097

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la **SAS IOL-AUTO** 1 rue Gaspard Gustave Coriolis 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH Vente de pneus neufs et d'occasion. Vente de pièces détachées et matériels auto, climatisation. Mécanique. RCS 820 481 620 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0088

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la **SARL BULLE D'HAIR** 3 rue de Bagnols 31790 SAINT-JORY Salon de coiffure, pose d'ongles. Vente de produits coiffants et produits d'entretien du cheveu. RCS 792 661 779 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 10/06/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0090

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la **SARL SIBASCENSEURS** C/o Annexx 70 rue Jacques Babinet Boite 35 31100 TOULOUSE Installation, maintenance, réparation d'ascenseurs, de monte charges, de monte handicapés. RCS 538 494 188 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0087

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **Monsieur TCHEGNON Kocou** 2 R rue du Colonel J Stanislas Rémy 31200 TOULOUSE RM 514 816 040 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 28/07/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0094

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la **SARLU FLOREVER** 38 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE Commerce de fleurs naturelles ou artificielles et articles funéraires. RCS 503 461 659 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0095

Jugement du 01/02/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la **SASu MYCARRO OCCITANIE PRO** 5 esplanade Compans Caffarelli Bâtiment A-Cs 57130 31000 TOULOUSE Cedex 7 Achats et ventes de véhicules d'occasion. RCS 831 125 869 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0681

Jugement du 30/01/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS VELASCO BEAUTE ET BIEN ETRE** 1 Chemin de Pandelie Ldt Lacassagne 31450 AYGUESVIVES liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE RCS 803 056 712

N° PC : 2017RJ0850

Jugement du 30/01/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SARL AS BATIMENT 31** 7 impasse de l'Azur Appartement 15 31100 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 RCS 817 925 506

N° PC : 2017RJ0893

Jugement du 30/01/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SARL BATIDESIGN** 4 place Laganne 31300 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE RCS 803 930 700

N° PC : 2017RJ0907

Jugement du 30/01/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS ACTION TOPO PROJET 3D** ROUTE DE JUZET 31110 SALLES-ET-PRATVIEL liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Yann BRANCO-FERNANDES 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS RCS 818 226 532

N° PC : 2017RJ0097

Jugement du 01/02/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SASu LAVAGE AUTO PURPAN** 14 route de Bayonne 31300 TOULOUSE liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 RCS 812 570 281 Tectio corum que nos voluptatur aut que ommoluptur, tem aut acilis eos re volor adignate porehenimi, sim endi del isimin-tus eos entios volor alibus ex eliqui cum architamus es mo odit aliquis parit la se-quaerit, quodit estis minte volorehent, ut aut pariant.

N° PC : 2017RJ0837

Jugement du 01/02/2018 : conversion en liquidation judiciaire de la **SARL J M T ECLAIRAGE PROFES-SIONNEL** 90 avenue Saint-Germier 31600 MURET liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 RCS 793 614 264

REDRESSEMENTS

N° PC : 2018RJ0092

Jugement du 30/01/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la **SAS KRISTO** 2 rue Marcel Langer Zone Artisanale la Piche 31600 SEYSSÈS Fabrication et commercialisation d'or-thèses et t-shirts micro encapsulés RCS 803 780 774 mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 11/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du man-dataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse



Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :
SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2018RJ0098
Jugement du 01/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SAS M'AJ
Centre Commercial Carrefour lieu-dit le Rouat 89 Route de Toulouse 31190 AUTERIVE
Restaurant avec Licence IV.
RCS 798 291 290
mandataire judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. COSSET
Date de cessation des paiements le 11/12/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0099
Jugement du 01/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL L'AN VERT SALON
73 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE
Coiffure mixte et vente de produits dérivés.
RCS 495 143 695
mandataire judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. COSSET
Date de cessation des paiements le 09/01/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0100
Jugement du 01/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL CLASSIC AUTOMOBILES
14 BIS chemin de Fondeyre 31200 TOULOUSE
Mécanique auto, réparation auto, motocycles, vente pièces détachées et accessoires tous véhicules et vente de véhicules neufs et occasions.
RCS 482 850 369
mandataire judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
Date de cessation des paiements le 07/08/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0101
Jugement du 01/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
SASU LE CR7
88 allée Jean Jaurès 31000 TOULOUSE
Restauration, restauration d'ambiance, tapas, salon de thé, location de salle, événementiel.
RCS 812 992 725
mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. FANTINI
Date de cessation des paiements le 11/08/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0102
Jugement du 01/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL GOMES ET GOMES
3 rue du 11 Novembre 1918 31120 PINSAGUEL
Peinture générale bâtiments : peinture intérieure, extérieure, crépi, décoration : tapisserie, revêtements de sol, vitrerie, menuiserie intérieure, travaux d'isolation.
RCS 444 546 873
mandataire judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
Date de cessation des paiements le 30/01/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2016RJ0538
Jugement du 30/01/2018 **arrétant le** plan de redressement de la
SARL S.E.E. DUFOUR
centre commercial de l'Autan 31670 LABEGE
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RCS 483 532 628

N° PC : 2016RJ0724
Jugement du 30/01/2018 **arrétant le** plan de redressement de la
SARL PAPAYOU
34 rue de la Colombette 31000 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 508 582 509

N° PC : 2016RJ0725
Jugement du 30/01/2018 **arrétant le** plan de redressement
SARLu VAYAN
34 rue de la Colombette 31000 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 800 562 589

N° PC : 2016RJ0996
Jugement du 30/01/2018 :
le plan de redressement de la
SARL TLMJ
13 F chemin de Ladoux 31790 SAINT-JO-RY
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RCS 750 495 673

N° PC : 2017RJ0080
Jugement du 01/02/2018 :
le plan de redressement
La SARL S.L.C. (SOCIETE DES LAVE-RIES CHICHEPORTICHE)
9 route d'Albi 31200 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
RCS 393 499 363

N° PC : 2017RJ0118
Jugement du 01/02/2018 :
le plan de redressement
La SARL MPC 341
341 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
RCS 514 458 850

N° PC : 2008RJ0312
Jugement du 01/02/2018 :
modification du plan de redressement
SELARL PHARMACIE OCCITANE
29 route d'Agde 31500 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : Me VIGREUX Sébastien 34 allée Charles de Fitte 31300 TOULOUSE
RCS 451 384 408 .

N° PC : 2015RJ0791
Jugement en date du 25/01/2018 :
jugement d'interdiction de gérer pour une durée de 3 ans à l'encontre de
Monsieur JAFARI Majid
47 rue du Périgord 31270 VILLE-NEUVE-TOLOSANE
gérant de la SARL GAZELLE EXPRESS
RCS 752 418 665 .

CLOTURES

N° PC : 2016RJ0909
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour extinction du passif de
La SARLu LM
875 route de Boulac 31620 CASTEL-NAU-D'ESTRETEFONDS
RCS 501 619 464

N° PC : 2013RJ0468
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour extinction du passif de
Madame ESTOPPEY Rachida
59 avenue de Castres Parking Super U 31660 BESSIERES
RCS 499 466 241

N° PC : 2005RJ0210
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. CLAUDE GALEY
10 BIS impasse de la Balance 31000 TOULOUSE
RM 309 920 882

N° PC : 2010RJ0530
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. DIDIER Jean Michel
10 BIS rue Pierre Semard 31600 SEYSES
NI

N° PC : 2016RJ0218
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. DEMAN Sylvain
7 rue Edmond Rostand 31340 VILLE-MUR-SUR-TARN
RM 412 524 548

N° PC : 2016RJ0630
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur BORDAT Matthieu
18 bis avenue de Saverdun 31560 CALMONT
RM 527 498 547

N° PC : 2008RJ0395
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SAS WILALEX-MAGBEL
zone industrielle Jambourt 31550 CINTEGABELLE
RCS 325 194 181

N° PC : 2013RJ0765
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SA MILLEGEN
rue Pierre et Marie Curie Immeuble Biostep - bât A BP 38183 31670 LABEGE
RCS 424 716 017

N° PC : 2014RJ1096
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL MAISONNAVE
20 rue du Pont Guilhemery 31400 TOULOUSE
RCS 790 369 813

N° PC : 2015RJ0911
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
la SARL L.P.C.
8 rue Robert Bajac 31400 TOULOUSE
RCS 430 306 092

N° PC : 2016RJ0280
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL NOESIS ADAPTATION
12 rue Jean Tallien 31200 TOULOUSE
RCS 453 430 043

N° PC : 2016RJ0459
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL NET PRO PEINTURE
11 rue Louis Courtois de Viçose 31100 TOULOUSE
RCS 523 850 394

N° PC : 2016RJ0476
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARLu LIRIA
19 rue des Frères 31820 PIBRAC
RCS 799 692 140

N° PC : 2016RJ0614
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARLu LEFEUVRE
21 rue du Bicentenaire 31480 CADOURS
RCS 533 084 208

N° PC : 2016RJ0705
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL O Sol
25 avenue de Gascogne 31880 LA SAL-VETAT-SAINT-GILLES
RCS 538 679 804

N° PC : 2016RJ0778
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SAS EMJA
9 impasse du Vercors 31270 FROUZINS
RCS 793 268 657

N° PC : 2016RJ0818
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL LOPEZ AUTOMOBILES
1 chemin de Cassebois 31270 CUGNAUX
RCS 399 066 422

N° PC : 2017RJ0194
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL SG2M
5 avenue Marcel Dassault Tersud Bâtiment B 31500 TOULOUSE
RCS 539 897 710

N° PC : 2017RJ0302
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
la SARLU AMBIANCE STORE
61 chemin de Jaffary 31200 TOULOUSE
RCS 529 318 875 .

N° PC : 2017RJ0545
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL P²RS Conseil
4 BIS rue Brigadier Muscar 64100 BAYONNE
RCS 788 564 839

N° PC : 2017RJ0547
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL Hom'Promotion
4 impasse Las Carreroles 31130 BALMA
RCS 799 694 484

N° PC : 2017RJ0548
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL Hom'Adéquation
4 impasse Las Carreroles 31130 BALMA
RCS 790 222 707

N° PC : 1998RJ0692
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
MR RENE TOME
lieu-dit les Aubinels 31330 GRENADE
RCS 710 707 951

N° PC : 2016RJ0080
Jugement du 30/01/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur MAACHE Abdellah
38 route de Paris 31150 FENOUILLET
RCS 395 321 847

DIVERS

N° PC : 2017EX0066 (GTC Montpellier)
Jugement du 19/01/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
la SAS CAP BP
527 rue de la ZAC de la Petite Ca-margue 34400 LUNEL
liquidateur judiciaire : Me STREBLER Michel 29 rue Montels l'Eglise ZI Puech Radier 34970 LATTES
RCS 823 332 812

Pour vos demandes
de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



Veux-tu T'ABONNER ?

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

Tu es curieux ?



Tu aimes essayer de
trouver une solution
à chaque problème ?



Tu aimes briller
en société ?



On est fait pour s'entendre !
Chaque semaine,
pleins d'infos constructives
pour faire mouche !
Abonne-toi !

Merci
beaucoup !



ABONNEMENT 6 MOIS / 18 € : édition papier + web sur Internet
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur Internet

OUI Je m'abonne au JT ! ☐ 6 MOIS ☐ 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _ _ _ _ Ville _____
Mail _____

☐ Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

☐ Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme _ _ _ _

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné
de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

LE JOURNAL
TOULOUSAIN

AVIS AU PUBLIC



Avis au Public

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Plan de prévention des risques naturels

Par arrêtés du 06 février 2018, le sous-préfet de Muret a abrogé l'arrêté du 26 juillet 2004 et prescrit le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation et de mouvements de terrain sur les communes de :

Capens, Carbonne, Le Fauga, Gensac-sur-Garonne, Marquefave, Mauzac, Noé, Rieux-Volvestre, Saint-christaud, Saint-Julien-sur-Garonne, Salles-Sur-Garonne et Saubens.

Une copie intégrale des arrêtés préfectoraux précités est tenue à la disposition de toute personne intéressée à la direction départementale des territoires - service risques et gestion de crise – unité prévention des risques.

Les arrêtés préfectoraux sont également consultables sur le site : www.haute-garonne.gouv.fr/PPRN, à la rubrique « PPRN en cours d'élaboration/de révision – PPR Garonne Moyenne ».

Les arrêtés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne.

Une copie de l'arrêté relatif à chaque commune fera l'objet d'une publication par voie d'affichage pendant un mois au minimum dans chacune des mairies concernées.

CONSTITUTIONS

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 8 février 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée

DENOMINATION : OXYTANIA TRANS-PORT

CAPITAL : 1 000 euros

SIEGE : 2 A Rue des Muriers, 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

OBJET : Transport de personnes en voiture de transport avec chauffeur (VTC) dans des véhicules de moins de 9 places ainsi que toutes autres activités pouvant s'y rattacher directement ou indirectement, VTC handicapés

Location sans chauffeur de véhicules de tourisme de courte et longue durée, de véhicules utilitaires de moins de 3.5 tonnes de courtes et longue durée, de scooters, motos

DUREE : 99 Années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX

Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur KILZI Mohammad Amin, demeurant 1 Chemin de la Terrasse, Appartement 3420, 31500 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion,

SAS ROYA CONSTRUCTION

Société par actions simplifiée au capital de 1 500 €

Siège social : 23 Route de Bessières 31140 LAUNAGUET

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 07 février 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société par Actions Simplifiées

- Dénomination : ROYA CONSTRUCTION

- Nom commercial : ROYA CONSTRUCTION

- Enseigne : ROYA CONSTRUCTION

- Siège : 23 Route de Bessières 3140 LAUNAGUET

- Durée : 50 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

- Capital : 1 500 €

- Objet : La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- tous travaux de maçonnerie générale, de gros oeuvre, de rénovation, de réhabilitation, de construction, d'enduits de façades, d'isolation extérieure, des terrasses, des murs ou de façades d'immeuble d'habitation, de maisons individuelles et de bâtiments industriels.

- Cessions d'actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

- Président : M. Erhan KOCADAG demeurant au 23 Route de Bessières 31140 LAUNAGUET.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis et mention

Le président.

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 1er février 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée

DENOMINATION : SAS SOLEIL D'OR

CAPITAL : 18 000 euros

SIEGE : 7 Rue du Pont Guilhemery, 31000 TOULOUSE

OBJET : Restauration rapide

DUREE : 99 Années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX

Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur RAHMAN M Muhibur, demeurant 8 Rue du Pont Montaudran, 31000 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion,

Avis de constitution

Forme : SASU

Dénomination : **KTM 31**

Siège Social : 41 Rue de la Découverte

CS 37621 31676 LABEGE Cedex

Capital Social : 200 euros souscrit en numéraire

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse

Objet : Travaux maçonnerie et Gros Œuvres

Les cessions d'actions sont librement cessibles et négociables.

Président : Monsieur KADDAOUI Mustapha, de nationalité Marocaine, demeurant au 17 rue Jean Ingres 31850 MONTRABE.

Il a été constitué le 9 février 2018 une SAS à associé unique dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : SASU GS PROMOPHARM

Capital social : 2 000€, Siège : 79 Av. J. Chaubert 31500 Toulouse.

Objet : activité d'agent commercial dans le secteur médical et para médical.

Durée : 99 ans

Président : M. Subra, demeurant 79 Av. Jean Chaubert 31500 Toulouse

La société sera immatriculée au RCS de Toulouse .

Avis de constitution

Il a été constitué le 9 février 2018 une SAS à associé unique dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : SASU GS PROMOPHARM

Capital social : 2 000€, Siège : 79 Av. J. Chaubert 31500 Toulouse.

Objet : activité d'agent commercial dans le secteur médical et para médical.

Durée : 99 ans

Président : M. Subra, demeurant 79 Av. Jean Chaubert 31500 Toulouse

La société sera immatriculée au RCS de Toulouse .

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : 2MSP

FORME : Société civile immobilière

SIEGE SOCIAL : 34, Rue de la Fusion - 31410 LAVERNOSE-LACASSE

OBJET : Acquisition, administration et gestion de tous biens immobiliers

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 1 000 euros

GERANCE : Monsieur Patrice, Laurent

PLATA - 34, Rue de la Fusion - 31410 LAVERNOSE-LACASSE

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Suivant un acte ssp en date du 05/02/2018, il a été constitué une SASU

Dénomination : **LES INTELLIGENCES NATURELLES**

Sigle : L.I.N

Siège social : 5 Esplanade Compans Caffarelli, Bâtiment A, CS 57130, 31071 TOULOUSE CEDEX 7

Capital : 1000 €

Objet : production de blocs de propriété intellectuelle technologiques innovants sous diverses formes, fourniture de conseils et de services de haut niveau technologique à l'industrie, formation continue d'adultes.

Durée : 99 ans

Président : M. LEGRAND Fabrice, Les Baylous, 31430 ST ELIX LE CHATEAU

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 13 février 2018 à Toulouse, il a été constitué une Société aux caractéristiques suivantes :

Forme : Société Civile Immobilière

Dénomination : S.C.I OVALIE XIII

Capital : 1 000 Euros

Siège : Axe-Sud, 49 grande rue Saint Michel (31400) TOULOUSE

Objet : Acquisition, gestion, administration de toutes parts de sociétés dominant vocation à la propriété ou à la jouissance d'immeubles, ou de tout immeuble, biens et droits immobiliers à usage d'habitation, commercial, agricole, industriel ou professionnels non meublés sociétés

Durée : 99 ans.

Co Gérance : Madame Elisabeth FRANCES épouse MORATA 32 rue des Martyrs de la Libération (31400) TOULOUSE

Monsieur Jean Pierre MORATA 32 rue des Martyrs de la Libération (31400) TOULOUSE

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou entre associés au bénéfice d'ascendants ou de descendants.

Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable d'au moins la moitié des associés

Immatriculation : R.C.S. de TOULOUSE

Pour avis,

Suivant acte sous signatures privées, à COLOMIERS en date du 25/01/2018, l'associé unique a constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **BCL PIS-CINE**

Forme : société à responsabilité limitée (à associé unique)

Siège social : 1 allée du Morbihan – 31 770 COLOMIERS

Capital social : Trente-cinq mille euros, divisé en 3 500 parts de 10 euros entièrement libérées, suite à un apport en nature.

Objet social : La société a pour objet, dans tous pays, directement ou indirectement : Equipement des piscines, entretien, rénovation et construction de piscines.

Durée : quatre vingt dix neuf années.

Gérant : Monsieur Benoit CANIVET-LAFITTE demeurant 1 allée du Morbihan – 31 770 COLOMIERS

Immatriculation de la société : Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

Pour avis,le Gérant

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : TAXI FABIEN

FORME : Société à responsabilité limitée

SIEGE SOCIAL : 15 Esplanade Compans Caffarelli, Résidence Arcurial, Apt 107 Bât. B Etg 08, 31000 TOULOUSE

OBJET : transports de voyageurs par taxis.

DUREE : 99 années

CAPITAL : 1 000 euros

GERANCE : Monsieur Fabien GILLOT, 15 Esplanade Compans Caffarelli, Résidence Arcurial, Apt 107 Bât. B Etg 08, 31000 TOULOUSE

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Roquettes du 17/01/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : Nel Giardino.

Siège social : 25 rue d'Aquitaine 31120 ROQUETTES.

Objet social : Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage, Coordination et délivrance des services à la personne.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés .

Capital social : 500 €. Gérance : Alexandra WAFFLART demeurant 10 Impasse Louis Casteras 31860 PINS JUSTARET.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis,La Gérance

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 9 janvier 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée à Associé Unique

DENOMINATION : G.S.M. SECURITE

CAPITAL : 500 euros

SIEGE : 99 Route d'Espagne, Bâtiment B, 31100 TOULOUSE

OBJET : Gardiennage de meubles et d'immeubles, surveillance, ronde, intervention

DUREE : 99 Années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX

Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur MISSOURI Driss, Abdelkader, demeurant 14 Rue de Bardou, Appartement 14, 31200 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion,

Suivant acte SSP en date du 13/02/2018, il a été constitué une sas.

Dénomination : MOW RECORDS.

Nom commercial : MOW RECORDS.

Objet : L'organisation et production de manifestations culturelles, prestations techniques et prestations artistiques, location de studios d'enregistrement, édition musicale et phonographique, production et exploitation de tous droits de propriété intellectuelle, communication, marketing, imprimerie.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe

La gestion et l'administration de sociétés, ainsi que la prise de participation majoritaire ou minoritaire dans toute société existante ou en cours de constitution..

Siège social : 2 rue d'Austerlitz Escalier C 31000 Toulouse.

Capital : 100 €. Durée : 99 ans.

Président: M. MORGAN GHENASSIA, 10 impasse du Cimetière 31200 Toulouse.

Immatriculation RCS TOULOUSE.

Par acte ssp en date du 13/01/2018, il a été constitué une SARL unipersonnelle

Dénomination :

M FACADES DE FRANCE

Siège social : 2 Rue Charles D'ayguevives 31140 FONBEAUZARD

Capital : 100 €

Objet : ravalement de façades et isolation thermique par exterieur

Durée : 99 ans

Gérance : M. BARHOUMI Mahdi 2 Rue Charles D'ayguevives 31140 FONBEAUZARD

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 08/01/2018 il a été constitué une Société civile dénommée : GUIGUENTXU.

Siège social: 31, Impasse blancou 31400 TOULOUSE.

Capital: 1.000 €, Objet: Acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vent (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le placement et la gestion de toutes sommes d'argent, au travers de tout véhicule ou produit de placement financier, et plus généralement l'acquisition ou la souscription de tous biens et droits mobiliers permettant de réaliser le présent objet.

Gérant: Mme GUIGUEN MAYLIS 31, Impasse Blancou 31400 TOULOUSE.

Cession des parts sociales : Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Suivant acte SSP en date du 06/01/2018, il a été constitué une sas.

Dénomination : OBJECTIF MARKETING.

Objet : toutes activités de création, de conception, de maintenance et de référencement de sites internet, toutes activités de conception, de développement, d'installation et de maintenance de logiciels, toutes activités d'analyses et de conception de systèmes informatiques, y compris les activités informatiques en nuage (en « cloud »), toutes activités d'hébergement de serveurs informatiques, de manière directe ou indirecte, et de manière générale toutes activités informatiques. .

Siège social : 20 IMPASSE DU BARON Apt D23 31200 toulouse.

Capital : 1000 €. Durée : 99 ans.

Président: M. Loïc VOISINE, 20 Impasse du baron Apt D23 31200 Toulouse.

Immatriculation RCS TOULOUSE.

TRANSFERTS DE SIÈGE

Avis de transfert de siège social

ORRO, société à responsabilité limitée au capital de 2000€

Siège social : 30 chemin de Montredon, 31240 l'Union

Immatriculation au RCS de Toulouse 531 789 097

Par AGE du 4 décembre 2017 les associés ont décidé de transférer le siège social au 50 route de Paris 31150 Fenouillet à compter de ce jour.

L'article 4 des statuts est modifié.

J . P . M
Société par actions simplifiées
au capital de 100 €
Sise au 27, rue André Vasseur
31200 TOULOUSE
SIRET N° 807 399 696 00010
CODE APE 4331 Z

Transfert de siège social

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 février 2018, l'assemblée des associés a décidé de transférer le siège social du 27 rue André Vasseur 31200 TOULOUSE au 20, rue Montaigne 31700 BLAGNAC, à compter du 1er février 2018.

L'article N° 4 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention

Le siège social de la société est fixé au 27 rue André Vasseur 31200 TOULOUSE

Nouvelle mention

Le siège social de la société est fixé au 20, rue Montaigne 31700 BLAGNAC.

Le reste de l'article est inchangé.

RCS : Toulouse

Pour avis.

NOMINATIONS DIRIGEANT(S)

INTERPRETIS SCOP SARL à capital variable, capital minimum 9 909,19 €, 2 rue Saint Jean 31000 TOULOUSE – RCS TOULOUSE 425 140 555. Par décision d'AG du 03/02/2018, Mme Elise Ghienne, née le 23/06/1974, demeurant au 6 rue Bernard Palissy 31200 Toulouse, a été nommée gérante pour une durée de 3 ans à compter du 03/02/2018 en remplacement de M. Chrysostome GOURIO dont la démission a été constatée ce même jour. Modifications au RCS TOULOUSE.



Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
« SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés »
titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson.

Société Civile IMMOSA

Au capital de 762,25 euros

Ayant son siège social à CUGNAUX (31270)

MODIFICATION OBJET SOCIAL



**Société d'exercice libéral
à responsabilité limitée**
« SELARL Bertrand FABRE,
Isabelle PUJOL et
Philippe CHALLEIL,
Notaires associés »
titulaire d'un Office Notarial à
CAZERES SUR GARONNE (Haute-Ga-
ronne), 56 Rue du Président Wilson

EURL ATELIER 45
 SAu capital de 62.000,00€,
 Ayant son siège social
 à TOULOUSE (31500)
 45, du Docteur Jean ARLAUD
 RCS TOULOUSE 791 173 3053

Avis de modification de l'objet social

Aux termes du procès-verbal de l'AGE en date du 17 Janvier 2018, l'assemblée générale a décidé de modifier l'objet social de ladite société. De la manière ci-après : ARTICLE 2 . OBJET : La société a pour objet : Conseil et formation en photo, plan et toutes images immobilières, ainsi que les logiciels de création et retouche photo, vidéo, images immobilières. La création, la fabrication, la commercialisation sous toutes ses formes de tout article de maroquinerie, bagagerie, accessoires, bijoux fantaisie, décoration, commercialisation de textiles, de mercerie et de fournitures pour bijoux.

L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Pour avis,
Le notaire.

DISSOLUTIONS

SARL D2PM CONSULTING au capital de 1000 € Siège social : 30 rue Louis Mene 31400 Toulouse 540060621. L'AGE du 07/02/2018 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 07/02/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur: M. Philippe Paquien demeurant 30 rue Louis Mene 31400 Toulouse. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. RCS Toulouse .

AUDISUD EXPERTISE



A2E
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 22 rue Rubens
31200 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 812 261 0301

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2017, l'associé a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 15 décembre 2017 et sa mise en liquidation et a nommé comme liquidateur Monsieur Jean-Frédéric FAIVRE demeurant 22 rue Rubens - 31 200 TOULOUSE. Le siège de la liquidation est fixé 22 rue Rubens - 31 200 TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

O' COURANT
TOULOUSAIN
Société à responsabilité limitée
A associé unique
au capital de 5 000 euros
Siège social : 21 chemin de
la Cassagnère - 31270 CUGNAUX
538 330 630 RCS Toulouse

Avis de dissolution

L'associé unique et seul gérant de ladite Société, a décidé lors de l'assemblée générale du 30 avril 2013 de prononcer la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable à compter du 1er janvier 2013.

Le siège de la liquidation est fixé 21 chemin de la Cassagnère, 31270 CUGNAUX . Monsieur Arnaud CARDONA, associé unique, 21 chemin de la Cassagnère, 31270 CUGNAUX décide d'exercer les fonctions de liquidateur pour la durée de la liquidation.

Formalités au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires



32 Rue Riquet
31000 Toulouse

DF CONSULTANTS
Société à responsabilité limitée
En liquidation
au capital de 3000 euros
Siège social : 32 Rue du Vivier
31130 Flourens
809814874 RCS TOULOUSE

Par décision du 2 Février 2018, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 2 Février 2018 et sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur Franck DE-PAILLAT, demeurant 17 Chemin de Baluffet 31300 Toulouse, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au 17 Chemin de Baluffet 31300 Toulouse, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

LIQUIDATION

AVODA
S.A.R.L en liquidation
Au capital de 1 .000 Euros
Siège de liquidation : 239, Avenue
Antoine de Saint Exupéry -
31400 TOULOUSE
R.C.S TOULOUSE : 505 287 581

Clôture de liquidation

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire en date du 30 janvier 2018, la collectivité des associés a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Pour Avis
Le Liquidateur.

DIVERS

MORALES
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 7 622,45 €uros
31160 ENCAUSSE-LES-THERMES
RCS TOULOUSE : 398 841 080

Aux termes d'un acte sous seing privé du 31 décembre 2017 à ENCAUSSE-LES-THERMES (31160), il a été décidé à compter du 31 décembre 2017, de la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée.

La transformation s'accompagne des modifications suivantes :

Modification de la forme juridique : Transformation de la Société à Responsabilité Limitée à compter du 31 décembre 2017 en Société par actions simplifiée.

Nomination du Président : Monsieur David MORALES, demeurant à ENCAUSSE-LES-THERMES (31160), démissionne de ses fonctions de gérant à compter du 31 décembre 2017. Corrélativement, il est nommé Président à compter du 31 décembre 2017 pour une durée indéterminée.

Nomination du Directeur Général : Madame Guénaëlle ABADO, demeurant Rue Longue à ENCAUSSE-LES-THERMES (31160), est nommée aux fonctions de Directeur Général à compter du 31 décembre 2017 pour une durée indéterminée.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Transmission des actions : Toutes les cessions d'actions sont soumises à agrément. La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec avis de réception. L'agrément est donné par décision collective adoptée à la majorité des associés représentant plus de cinquante pour cent des droits de vote des associés présents, représentés ou votant par correspondance, étant précisé que le cédant participe audit vote.

Pour avis, le représentant légal

RLM MARTINO
Entreprise agricole
à responsabilité limitée
Au capital de 20 000 €
Siège social : 25 rue d'Aquitaine
31120 ROQUETTES
RCS TOULOUSE 810 178 467

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 29/12/2017 :

- les associés ont pris acte de la démission de M. René MARTINO de ses fonctions de gérant à compter de ce jour - le capital a été augmenté en numéraire de 16 000 euros pour être porté à 36 000 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Mention sera faite au RCS de Toulouse

Pour avis.

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce parue le 25/01/18. Concernant VTC OCCITANIE31. Il convient de lire : Vtc (voiture de tourisme avec chauffeur). Modification au RCS TOULOUSE.

Rectificatif à l'avis de constitution paru le 8/02/2018, d'une société civile immobilière qui doit être dénommée JOZANS31 et non JOSANS31.

Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr



Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers **un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr**



Accessible à partir de l'adresse
www.pple.fr

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **Infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.



CONTACTEZ-NOUS !

Pour votre DÉPÔT d'annonces légales
et judiciaires et vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet • 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr